



**La femme politique soutient qu'on doit absolument se débarrasser du régime Biya afin d'enclencher un réel processus de dialogue pour juguler les crises sociales au Cameroun.**

La présidente du **Cameroon People's Party (CPP)** était sur un live Facebook samedi passé. L'activiste politique, très hostile au régime de Paul Biya, a été interpellée sur le comment ramener la paix au Cameroun, et apaiser le climat sociopolitique.

Edith Kah Walla, bien connue pour son franc-parler et son intransigeance n'a pas tourné en rond pour faire savoir que la stabilité du Cameroun passe désormais par le départ au pouvoir de Paul Biya, 86 ans dont 37 à la tête du pays.

Dans son argumentaire, l'initiatrice du « **vendredi en noir** » a expliqué que le régime Biya doit être balayé par une révolution « **non violente** » à l'image du **Soudan** ou encore de l'**Algérie**.

Une fois le régime tombé, poursuit Edith Kah Walla, l'on devra mettre en place un gouvernement de transition qui devra faire deux ans et conduire le dialogue national. « **Les Camerounais doivent s'asseoir autour d'une même table pour reconstruire l'Etat post colonial** », a-t-elle déclaré. « **Le régime actuel a perdu toute crédibilité** », a-t-elle ajouté.

A ceux qui déclarent que l'alternance c'est (obligatoirement) avec le leader du MRC, Kah Walla se montre clair : « ***Pour tous les partisans et les personnes qui veulent que M. Kamto soit président de la République. Mais ! il va falloir qu'ils attendent, qu'on fasse la transition et après la transition on va organiser les élections. Ils vont se mettre en campagne pour leur candidat qui va se battre contre tous les autres candidats qui auront envie d'être présidents en ce moment. Et là s'il gagne l'élection on saura qu'il a gagné une élection qui a été organisée en bonne et due forme*** », explique-t-elle.

Comme autres solutions pour apaiser le climat sociopolitique, Kah Walla préconise à la libération de tous les détenus politiques (***Ayuk Tabe, Manchou Bibixy, Maùadoudou Mota...***) ; la levée de la séquestration de Maurice Kamto, et la refonte des institutions de l'Etat (***constitution, loi électorale.***

---